

qu'à présent, il est vrai, et l'appauvrissement du sol n'avait pas encore gagné la Saskatchewan. Mais maintenant que cette province est atteinte à son tour, il commence à croire à la nécessité d'aider ses gens. Je suis sûr que si nous avons commencé à cette époque à planter des arbres, non en bosquets à la lisière des fermes, mais le long des chemins sur des étendues de plusieurs milles pour arrêter les vents chauds du pays, et aussi à emmagasiner le surplus d'eau provenant de la fonte des neiges pour créer plus d'humidité dans la région, nous ne nous trouverions pas dans la situation présente. Mais le ministre de l'Agriculture d'alors n'a pas jugé à propos de prendre aucune mesure à ce sujet.

Je me souviens que le leader d'alors du parti conservateur, le présent leader du Sénat, m'a appuyé. Je me contente maintenant de représenter au cabinet la nécessité d'étudier le problème. Je l'assure que les occupants de ces terres ont aussi besoin d'aliments que plusieurs citoyens. Ils ont du bétail, il est vrai, mais ils n'ont pas de fourrage. On s'attendrait à ce qu'ils puissent se fournir à eux-mêmes une partie très importante de leur alimentation, mais quand on a connu cette partie du pays et qu'on voit le dépérissement et le dessèchement de leurs jardins et de leurs cultures et la stérilité de leurs travaux, on comprend leur embarras et la nécessité d'étudier le problème. Je conseille donc au Gouvernement de prendre les dispositions nécessaires pour conférer, non seulement avec les gouvernants de l'Alberta, mais aussi ceux de la Saskatchewan afin de remédier à la situation le plus tôt possible.

M. WOODSWORTH : Je n'avais pas l'intention de participer au présent débat, car, il est absolument inutile, semble-t-il, dans les dernières heures d'une session, de vouloir engager le Gouvernement à modifier son programme, même en faisant valoir les meilleures raisons. L'annexe en discussion renferme des crédits spéciaux pour différentes classes d'édifices publics et l'on nous dit qu'ils sont nécessaires; voilà pourquoi le Gouvernement s'est arrêté à l'exécution de pareils travaux. Je prétends que le but principal que l'on devrait viser par l'exécution de ces travaux, c'est de distribuer la puissance d'achat parmi la masse du peuple; de procurer du travail aux chômeurs afin qu'ils cessent d'émarger au fonds du secours direct. Si nous voulons distribuer une somme de 40 millions de dollars parmi la population canadienne, il y a de bien meilleures méthodes à suivre que de consacrer ces derniers à la construction d'édifices publics. Il me semble que nous nous préoccupons un peu

trop de construire des édifices un peu partout. Par le passé, je le sais, le gouvernement fédéral a déboursé des sommes énormes de cette façon-là; cette méthode est acceptée, je le sais, mais nous sommes arrivés à une étape où il faut avoir recours à une meilleure méthode pour dépenser cette somme. Nous pourrions adopter d'autres moyens de distribuer parmi nos gens ces 40 millions de dollars qui serviraient mieux les intérêts du pays qu'en faisant construire un grand nombre d'édifices publics. Je suis heureux, cela va de soi, que l'on se propose d'ajouter un édifice public de plus à ceux que compte déjà la ville que j'habite, mais je préférerais de beaucoup voir le Gouvernement faire quelque chose afin de fournir des logements aux citoyens de Winnipeg. Le projet comporterait les mêmes dépenses de la part du Gouvernement fédéral; il ferait tomber ces sommes dans les goussets des ouvriers, charpentiers, maçons et ainsi de suite, et nous aurions quelque chose en retour de nature à rendre de très grands services à la population de la ville de Winnipeg. Et quelqu'un me rétorquera peut-être sans tarder: C'est là une question qui relève des autorités municipales et du gouvernement provincial; le Gouvernement fédéral ne peut s'engager dans des entreprises de cette nature. Pourquoi ne le pourrait-il pas? La municipalité et la province ne seraient que trop contentes de lui céder le pas. L'on pourrait ensuite élaborer les détails quant à l'application du projet. S'il y a lieu de le faire, l'on pourrait constituer une corporation qui s'occuperait de louer les maisons. Mais, dans l'intervalle, nous avons à Winnipeg des milliers de gens qui sont très mal logés. Un édifice fédéral, quelque beau qu'il soit, ne remplacera jamais les maisons où ces pauvres gens trouveraient à se loger convenablement.

Pour ce qui est de la construction de ces casernes, il est peut-être nécessaire,—le premier ministre semble le croire,—que les soldats soient logés d'une façon permanente, mais j'estime qu'il y a nombre d'autres choses qui pressent plus que cela. La question du tunnel ou de passage de chemin de fer surélevé dont la construction épargnerait de nombreuses vies, est immensément plus importante. Je ne conçois pas qu'il soit possible de faire autrement que de critiquer chacun de ces crédits au fur et à mesure qu'ils sont mis en délibération; c'est la seule méthode qui nous offre l'occasion de signaler le besoin d'un programme de travaux de secours d'un tout autre genre que celui-ci. Et maintenant, j'aborde la discussion de la question qu'a soulevée l'honorable député de Willow-Bunch (M. Donnelly). Je suis très heureux qu'il ait eu, comment dirai-je? le courage de mettre la question sur le tapis, ce soir. Les